

Rapport intermédiaire

au 30 juin 2014



Table des matières

Rapport intermédiaire du groupe CFE

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES ET CONSOLIDES ET NOTES

Définitions

Note préliminaire

Compte de résultats résumé consolidé

Etat résumé consolidé du résultat global

Etat résumé consolidé de la situation financière

Tableau résumé consolidé des flux de trésorerie

État résumé consolidé des variations des capitaux propres

Notes aux états financiers intermédiaires résumés et consolidés pour la période clôturée au 30 juin 2014

Rapport du commissaire

Rapport de gestion du conseil d'administration

Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés et consolidés du groupe CFE.

Le 27 août 2014, le conseil d'administration de CFE s'est réuni pour arrêter les comptes semestriels au 30 juin 2014.

1.Synthèse du 1er semestre

Chiffre d'affaires consolidé par pôle

En millions d'euros	1er semestre		Pro forma		Variation 2014/2013 pro forma
	2014	2013 (*)	1er semestre	2013 (*)	
	DEME à 100%	DEME à 50%	DEME à 100%	DEME à 100%	
Dragage et Environnement	1.212,3	0	1.106,70	9,5%	
Contracting	564,6	459,6	459,6	22,8%	
Construction	427,3	337,7	337,7	26,5%	
Rail et Routes	51,1	44,2	44,2	15,6%	
Multitechnique	86,2	77,7	77,7	10,9%	
Promotion et Gestion Immobilières	3,9	3,7	3,7	n.s.	
PPP - Concessions	0,3	0,6	0,6	n.s.	
Holding et ajustements en consolidation	-7,6	7,8	7,8	n.s.	
Total	1.773,5	471,7	1.578,3	12,4%	

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IFRS 10, Etats financiers consolidés et de l'IFRS 11, Partenariats.

Résultat opérationnel par pôle (y compris résultat des sociétés associées et partenariats)

En millions d'euros	1er semestre		Pro forma		Variation 2014/2013 pro forma
	2014	2013(*)	1er semestre	2013(*)	
	DEME à 100%	DEME à 50%	DEME à 100%	DEME à 100%	
Dragage et Environnement	100,5	17,2	68,5	46,7%	
Contracting	5,8	-12,2	-12,2	147,5%	
Construction	1,7	-7,5	-7,5	122,7%	
Rail et Routes	2,2	1,4	1,4	57,1%	
Multitechnique	1,9	-6,1	-6,1	131,1%	
Promotion et Gestion Immobilières	0,7	1,3	1,3	n.s.	
PPP - Concessions	-1,2	2,1	2,1	n.s.	
Holding et ajustements en consolidation	-2,7	-4,1	-4,1	n.s.	
Depreciation goodwill	0,0	-1,6	-1,6	n.s.	
Total	103,1	2,7 €	54,0	90,9%	

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IFRS 10, Etats financiers consolidés et de l'IFRS 11, Partenariats.

Résultat net part du groupe par pôle

En millions d'euros	Pro forma			Variation
	1er semestre 2014	1er semestre 2013(*)	1er semestre 2013 (*)	2014/2013 pro forma
	DEME à 100%	DEME à 50%	DEME à 100%	
Dragage et Environnement	62,7	17,2	34,4	82,3%
Contracting	2,2	-15,1	-15,1	114,6%
Construction	0,1	-9,0	-9,0	101,1%
Rail et Routes	1,2	0,8	0,8	50,0%
Multitechnique	0,9	-6,9	-6,9	113,0%
Promotion et Gestion Immobilières	-0,1	0,0	0,0	n.s.
PPP - Concessions	0,0	2,1	2,1	n.s.
Holding et ajustements en consolidation	-1,2	-2,4	-2,4	n.s.
Depreciation goodwill	0,0	-1,6	-1,6	n.s.
Total	63,6	0,2	17,4	265,5%

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IFRS 10, Etats financiers consolidés et de l'IFRS 11, Partenariats.

Carnet de commandes consolidé par pôle (*)

En millions d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013	
	DEME à 100%	DEME à 100%	
Dragage et Environnement	2.805,5	3.049,0	-8,00%
Contracting	1.085,6	1.310,3	-17,10%
Construction	876,6	1.077,4	-18,60%
Rail & Routes	79,6	86,9	-8,40%
Multitechnique	129,4	146,0	-11,40%
Promotion et Gestion Immobilières	30,0	28,6	n.s.
PPP - Concessions	-	-	-
Holding et ajustements en consolidation	-	-	-
Total	3.921,1	4.387,9	-10,60%

(*) Montants prenant également en compte le carnet de commandes relatif aux sociétés qui sont intégrées par mise en équivalence à partir du 1^{er} janvier 2014 suite à l'application de la norme comptable IFRS 11.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2014 de CFE s'établit à 1.773,5 millions d'euros, soit une hausse de 12,4% par rapport au 30 juin 2013 (*comptes pro forma*).

Le **résultat opérationnel** s'élève à 103,1 millions d'euros, en hausse de 90,9% par rapport au 30 juin 2013 (*comptes pro forma*). Cette augmentation significative provient principalement de DEME qui affiche des résultats en hausse sensible tandis que les activités de contracting se redressent et redeviennent positives à hauteur de 5,8 millions d'euros.

Le **carnet de commandes** s'élève à 3.921,1 millions d'euros, en baisse de 10,6% par rapport au 31 décembre 2013. Le carnet de commandes est en repli dans l'ensemble des pôles mais la baisse se marque principalement au niveau du pôle construction.

2. Analyse par pôle de l'activité, des résultats et du carnet de commandes

Pôle Dragage et Environnement

(les montants communiqués dans ce chapitre, relatifs à DEME sont donnés à 100 %, CFE détenant pour sa part 50% de cette société au 30 juin 2013, contre 100% au 30 juin 2014).

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de DEME s'élève à 1.212,3 millions d'euros, soit une progression de 9,5% par rapport à l'exercice précédent. Suivant les règles comptables d'application avant le 1^{er} janvier 2014 (approche économique consistant à consolider proportionnellement les sociétés contrôlées conjointement), le chiffre d'affaires aurait été de 1.305,6 millions d'euros (+ 8,2%).

Les grands travaux au Qatar et en Australie progressent de manière satisfaisante alors qu'en Afrique de l'ouest, l'activité a été particulièrement soutenue.

En mer du Nord, Geosea a terminé l'installation de plusieurs dizaines de fondations d'éoliennes au Royaume-Uni (*Westermost Rough*) et en Allemagne (*Borkum Riffgrund*) à la satisfaction des clients. Les travaux du projet Baltic II (80 éoliennes) se poursuivent conformément au planning.

Tideway, la filiale spécialisée dans la pose de câbles sous-marins et d'enrochement en mer, a également connu un bon premier semestre avec une activité soutenue notamment au Venezuela et en Australie.

Evolution de l'activité par métier

En %	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Capital dredging	50%	52%
Maintenance dredging	11%	10%
Fallpipe et landfalls	8%	7%
Environnement	7%	6%
Marine works	24%	25%
Total	100%	100%

Evolution de l'activité par zone géographique

En %	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Europe (EU)	39%	44%
Europe (non EU)	0%	1%
Afrique	12%	10%
Amériques	7%	3%
Asie et Océanie	30%	30%
Moyen-Orient	11%	11%
Inde et Pakistan	1%	1%
Total	100%	100%

EBITDA et résultat opérationnel

L'EBITDA du semestre est en diminution de -3,8% et atteint 191,7 millions d'euros contre 199,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Suivant les règles comptables d'application avant le 1^{er} janvier 2014 (approche économique), celui-ci aurait été en progression de 18,9% passant de 181,1 millions d'euros à 215,4 millions d'euros, soit respectivement 15,0% et 16,5% du chiffre d'affaires économique.

Le résultat opérationnel, amplifié par un taux d'occupation élevé de la flotte, s'inscrit en forte progression à 100,5 millions d'euros (68,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013).

Carnet de commandes

Le carnet de commandes de DEME quoi qu'en diminution (-8,0%) reste à un niveau très élevé (2.805,5 millions d'euros). Compte tenu du haut niveau d'activité du premier semestre, cette diminution était attendue.

DEME a, par ailleurs, engrangé pour plus de 600 millions d'euros de nouvelles commandes au cours du second trimestre 2014 en particulier, l'approfondissement du port de Sepetiba (Rio de Janeiro, Brésil), des travaux de dragage de maintenance au Panama, en Inde et Ghana ainsi que la construction de l'approche du chenal d'accès et du bassin portuaire du port LNG de Sabetta situé dans la péninsule de Yamal au nord de la Russie.

Investissements et endettement financier net

Les investissements du premier semestre s'inscrivent en net repli par rapport aux années précédentes (44,9 millions d'euros), l'ambitieux programme d'expansion de la flotte ayant été achevé en 2013.

Ce faible niveau d'investissements combiné à un cash flow d'exploitation important a contribué à la baisse de l'endettement financier net (-416 millions d'euros contre -541 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Malgré de nouveaux investissements qui sont actuellement à l'étude chez DEME, l'endettement financier net à la fin de l'exercice devrait se situer à un niveau inférieur à celui au 31 décembre 2013.

Pôle Construction

Chiffre d'affaires

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (*)	Variation en %
Génie Civil	59,3	68,8	-13,8%
Bâtiment Benelux	275,9	222,5	+24,0%
Bâtiment International	92,1	46,4	+98,5%
Total	427,3	337,7	+26,5%

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IFRS 10, Etats financiers consolidés et de l'IFRS 11, Partenariats.

Le chiffre d'affaires du semestre est en nette augmentation. Au sein du pôle, les évolutions sont cependant sensiblement différentes:

- Diminution de l'activité en génie civil, la tendance relevée depuis plus d'un an se poursuit.
- Augmentation de l'activité Bâtiment au Benelux dans la plupart des entités, en particulier chez CLE, BPC Brabant et BPC Wallonie.
- Une activité soutenue en Pologne et au Tchad.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du pôle (1,7 millions d'euros contre -7,5 millions d'euros au premier semestre 2013) se redresse de manière significative et redevient positif, et ce malgré des difficultés rencontrées sur un chantier au Nigeria.

Pour rappel, le premier semestre 2013 avait été marqué par la perte importante du chantier des écoles d'Eupen. Ce chantier est actuellement en cours de réception.

Carnet de commandes

En millions d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013	Variation en %
Génie Civil	163	200	-18,5%
Bâtiment Benelux	584	640	-8,7%
Bâtiment International	130	237	-45,1%
Total	877	1.077	-18,6%

Les grandes tendances observées sont les suivantes :

- Difficultés de renouvellement du carnet de commandes en génie civil dans un marché où les volumes diminuent.
- Baisse du carnet de commandes en Bâtiment Benelux après une hausse historique en 2013. Ce repli s'explique par une plus grande sélectivité dans le choix des projets et par des conditions de marché difficiles. Il est néanmoins à souligner la bonne tenue du carnet de commandes de BPC Brabant qui a obtenu, en partenariat, la commande du centre commercial « Docks Bruxsel ».
- Diminution sensible du carnet de commandes en Afrique suite à la cession du contrat de Toukra II (Tchad) à notre partenaire local.

Pôle Rail & Routes

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du pôle Rail & Routes croît à 51,1 millions d'euros (+15,6%). La hausse provient exclusivement du transfert d'une entité du pôle multitechnique. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires est resté stable.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 2,2 millions d'euros contre 1,4 millions d'euros au premier semestre 2013 soit une augmentation de 57,1%. Les filiales de l'activité Rail ont dégagé un résultat opérationnel en progression.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes s'élève à 79,6 millions d'euros, soit une baisse de 8,4% par rapport au 31 décembre 2013.

Malgré cette légère baisse, les perspectives actuelles restent favorables, des appels d'offres significatifs étant en cours dans l'activité Rail.

Pôle Multitechnique

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du pôle Multitechnique s'élève à 86,2 millions d'euros soit une augmentation de 10,9% par rapport à l'exercice précédent (+ 19,5% à périmètre comparable). Le chiffre d'affaires à l'international est en forte croissance tant chez CFE EcoTech, actif au Vietnam et au Sri Lanka, que chez VMA (contrats pour l'industrie automobile en Suède, au Royaume-Uni et en Europe centrale).

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'affiche en forte progression pour s'établir à 1,9 million d'euros (-6,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013). Les mesures de restructuration et de réorganisation de ce pôle commencent à porter leurs fruits.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes s'élève à 129,4 millions d'euros, soit une diminution de 11,4% par rapport au 31 décembre 2013 consécutive à la réduction volontaire de la prise de commandes dans certaines entités peu rentables.

Pôle Promotion et Gestion Immobilières

La cession de l'immeuble de bureaux du projet Belview ainsi que la poursuite de la commercialisation des projets résidentiels ont permis de réduire l'encours immobilier de 6%.

L'encours de développement baisse suite au lancement des premières phases du projet Solvay à Ixelles.

Le premier semestre 2014 a également été marqué par l'obtention des permis de lotir pour le projet Erasmus Gardens à Bruxelles. Il s'agit d'un développement immobilier de plus de 1.000 unités de logements.

En juillet 2014, CFE et ses partenaires co-promoteurs ont annoncé la cession du projet luxembourgeois « Galerie Kons » à un investisseur institutionnel. La cession n'a pas d'impact sur le compte de résultats de 2014 vu que celle-ci s'opère sous réserve de la livraison de l'immeuble prévue en 2016.

Evolution de l'encours immobilier

	30 juin 2014	31 décembre 2013(*)
Encours de commercialisation	17	18
Encours de construction	62	61
Encours de développement	68	77
Total	147	156

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IFRS 10, Etats financiers consolidés et de l'IFRS 11, Partenariats.

Résultat opérationnel

La prise en compte d'une réduction de valeur sur un foncier au Grand-Duché de Luxembourg a pesé sur le résultat opérationnel du 1^{er} semestre 2014.

Pôle PPP – Concessions

Le pôle PPP - Concessions présente un résultat net part du groupe à l'équilibre (2,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013).

Rent-A-Port poursuit le développement de ses activités au Vietnam et à Oman.

L'activité propre à CFE se concentre sur l'étude de plusieurs PPP en Belgique et aux Pays-Bas alors que les DBFM Ecoles d'Eupen et Coentunnel sont entrés en phase de maintenance.

3. Commentaires sur l'état consolidé de la situation financière, le flux de trésorerie et les investissements

Suite au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 et 11, l'endettement financier net(*) au 31 décembre 2013 est passé de 781 millions d'euros à 605 millions d'euros (soit une diminution de 176 millions d'euros). La quasi-intégralité de l'impact du retraitement se situe au niveau du pôle Dragage et Environnement.

L'endettement financier net(*) s'élève à 552,6 millions d'euros au 30 juin 2014 soit, à méthode comptable comparable, une diminution de 52,5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Cet endettement se décompose, d'une part, en un endettement long terme de 656,7 millions d'euros se composant principalement du produit des emprunts obligataires (299,6 millions d'euros), et, d'autre part, en une trésorerie nette positive de 104,1 millions d'euros.

La diminution de l'endettement financier net s'explique principalement par:

- Un flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation de 185,4 millions d'euros chez DEME.
- Un niveau d'investissements limité à 55,6 millions d'euros.

Partiellement compensée par :

- L'injection des quasi-fonds propres dans la société concessionnaire du tunnel du Liefkenshoek à Anvers.
- Le préfinancement du projet de l'hôtel de Police de Charleroi dont les créances seront cédées à une institution financière avant la fin de l'exercice.
- L'augmentation du besoin en fonds de roulement du contracting.

Le montant des fonds propres après distribution du dividende de l'exercice 2013 (29,1 millions d'euros) atteint 1.236,9 millions d'euros.

CFE dispose, pour sa part, de lignes de crédit confirmées à moyen terme destinées au financement général de la société à hauteur de 100 millions d'euros, dont 65 millions d'euros ne sont pas utilisés au 30 juin 2014.

(*) L'endettement financier net ne tient pas compte des justes valeurs des produits dérivés qui représente au 30 juin 2014 un passif de 28,5 millions d'euros.

Exercice clôturé au 30 juin (milliers d'euros)	2014	2013(*)
	DEME à 100%	DEME à 50%
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	116.538	-62.400
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement	-45.612	-4.226
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	-82.917	-22.801
 Augmentation/diminution nette de la trésorerie	 -11.991	 -89.427
Capitaux propres hors minoritaires à l'ouverture au 31 décembre	1.193.153	524.612
Capitaux propres hors minoritaires à la clôture au 30 juin	1.228.552	511.740
Résultat net part du groupe du semestre	63.573	218

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IFRS 10, Etats financiers consolidés et de l'IFRS 11, Partenariats.

Données par action (en euros)

	30 juin 2014	30 juin 2013 (*)
Nombre total d'actions	25.314.482	13.092.260
Résultat opérationnel après déduction des charges financières nettes, par action	3,57	0,20
Résultat net part du groupe par action	2,51	0,02

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IFRS 10, Etats financiers consolidés et de l'IFRS 11, Partenariats.

4. Informations sur les tendances

Les perspectives du pôle Dragage et Environnement restent favorables.

Le redressement des pôles construction et multitechnique se confirme, l'immobilier apportera sa contribution positive au résultat net lors du second semestre 2014.

5. Informations concernant l'action

Au 31 décembre 2013, le capital de CFE était représenté par 25.314.482 actions.

Chaque action donne droit à une voix. Il n'y a eu aucune émission d'obligations convertibles ou de warrants. Les institutions financières auprès desquelles les titulaires d'instruments financiers peuvent exercer leurs droits financiers sont les suivantes: BNP Paribas Fortis, banque Degroof et ING Belgique.

La banque Degroof a été désignée quant à elle «Main Paying Agent».

6. Risque et incertitudes

Les risques inhérents au secteurs d'activités décrits dans le rapport annuel 2013 sont toujours d'actualité pour le second semestre 2014.

7. Transactions avec parties liées

Au premier semestre 2014, il n'y a pas de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2013.

8. Actionnariat et corporate governance

Résultat de l'offre publique d'acquisition obligatoire

A la clôture, le 5 mars 2014, de l'offre publique d'acquisition obligatoire lancée par AvH sur les actions de CFE, 859 actions ont été apportées. A la suite de la réalisation effective de l'OPA le 12 mars 2014, AvH détient 15.289.521 actions de CFE, soit 60,40% du capital.

Fin de l'accord de l'action de concert

En date du 7 mars 2014, CFE a été informée par Vinci S.A., Vinci Construction S.A.S. et Ackermans & van Haaren NV de la fin de l'accord de l'action de concert entre ces dernières.

Emprunt obligataire

Conformément aux droits conférés par le prospectus aux obligataires en cas de changement de contrôle de CFE, 41 obligations ont fait l'objet d'un remboursement anticipé effectué le 17 avril 2014, ce qui représente 0,041% du montant total de l'emprunt obligataire.

Renouvellement de deux mandats d'administrateur

L'assemblée générale ordinaire du 30 avril 2014 a décidé de renouveler les mandats d'administrateur de SA C.G.O., représentée par Monsieur Philippe Delaunois, et de Consuco SA, représentée par Monsieur Alfred Bouckaert, pour un terme de 2 ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale de mai 2016.

Renouvellement de l'autorisation d'augmentation du capital dans le cadre du capital autorisé

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de renouveler, pour une durée de 5 ans, le pouvoir du conseil d'administration d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant maximum de 2.500.000 EUR.

Pour plus de détails, il est renvoyé à notre site internet www.cfe.be.

Renouvellement de l'autorisation pour l'acquisition d'actions propres

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de renouveler l'autorisation conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire du 7 mai 2009, d'acquisition et de cession d'actions propres.

Pour plus de détails, il est renvoyé à notre site internet www.cfe.be.

Modification des statuts

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de modifier certaines dispositions des statuts de CFE. Ces modifications ont essentiellement pour but d'adapter les statuts aux récents changements législatifs.

Pour plus de détails, il est renvoyé à notre site internet www.cfe.be.

États financiers intermédiaires résumés et consolidés et notes

DÉFINITIONS

Capitaux employés	Immobilisations incorporelles + goodwill + immobilisations corporelles + fonds de roulement
Fonds de roulement	Stocks + créances commerciales et autres créances d'exploitation + autres actifs courants + actifs non courants détenus en vue de la vente – autres provisions courantes – dettes commerciales et autres dettes d'exploitation – passifs d'impôts exigibles – autres passifs courants
Résultat opérationnel sur activité	Chiffre d'affaires + produits des activités annexes + achats + rémunérations et charges sociales + autres charges opérationnelles et dotations aux amortissements et dépréciation des goodwill-autres
Résultat opérationnel (EBIT)	Résultat opérationnel sur activité + Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats
EBITDA	Résultat opérationnel sur activité + amortissements et dépréciations + autres éléments non cash

NOTE PRÉLIMINAIRE

Le 24 décembre 2013, le groupe CFE a acquis une participation complémentaire de 50% dans DEME, suite à la réalisation des conditions suspensives auxquelles cette augmentation de capital était soumise.

A la suite de ces opérations, CFE acquiert le contrôle exclusif sur DEME, portant sa participation dans DEME de 50% à 100%. Il en résulte pour CFE un changement de méthode de consolidation de DEME : celle-ci reste consolidée en tant que société contrôlée conjointement jusqu'au 24 décembre 2013, date à partir de laquelle elle est consolidée par intégration globale.

Les données consolidées relatives aux comptes de résultats et aux flux de trésorerie au 30 juin 2013 ne prennent en compte que 50% de l'activité de DEME et sont intégrées suivant la méthode de mise en équivalence. Par contre, les données relatives à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 intègrent les actifs et passifs de DEME à 100%. Il en va de même pour le carnet de commandes. Afin de rendre comparables les résultats semestriels de 2013 et 2014, des informations pro forma dans lesquelles les activités de DEME sont intégrées à 100% sont présentées dans la section 4.1.2.

COMPTE DE RESULTATS RESUME CONSOLIDE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2014	Juin 2013 (*)
Chiffre d'affaires		1.773.475	471.662
Produits des activités annexes	6	31.175	34.183
Achats		(1.069.593)	(363.336)
Rémunérations et charges sociales		(308.095)	(106.499)
Autres charges opérationnelles		(222.429)	(42.991)
Dotations aux amortissements		(107.739)	(7.299)
Dépréciation des goodwill - autres		0	(1.660)
Résultat opérationnel sur l'activité		96.794	(15.940)
Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats		6.350	18.689
Résultat opérationnel		103.144	2.749
Coûts de l'endettement financier	7	(13.189)	1.131
Autres charges & produits financiers	7	446	(1.291)
Résultat financier		(12.743)	(160)
Résultat avant impôts		90.401	2.589
Impôts sur le résultat	9	(26.956)	(2.267)
Résultat de l'exercice		63.445	322
Participations ne donnant pas le contrôle	8	128	(104)
Résultat – Part du groupe		63.573	218
Résultat net part du groupe par action (EUR) (base et dilué)		2,51	0,02

ETAT RESUME CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2014	Juin 2013 (*)
Résultat – Part du groupe		63.573	218
Résultat de l'exercice		63.445	322
Variations de juste valeur liées aux instruments de couverture		967	6.108
Ecarts de conversion		3.863	(1.479)
Impôts différés		(421)	(1.769)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net		4.409	2.860
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies		(3.541)	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net		(3.541)	0
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres		868	2.860
Résultat global :		64.314	3.182
- Part du groupe		64.511	3.053
- Part des participations ne donnant pas le contrôle		(197)	129
Résultat global part du groupe par action (EUR) (base et dilué)		2,55	0,23

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

ETAT RESUME CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

Exercice clôturé au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2014	Décembre 2013 (*)	Décembre 2012 (*)
Immobilisations incorporelles		9.448	12.973	5.853
Goodwill	5	289.349	291.915	25.318
Immobilisations corporelles	10	1.458.846	1.512.875	63.923
Immeubles de placement		0	0	2.052
Entreprises associées et partenariats	11	132.479	132.952	405.288
Autres actifs financiers non courants		89.333	115.396	57.598
Instruments dérivés non courants		63	612	0
Autres actifs non courants		23.881	10.725	5.192
Actifs d'impôts différés		117.664	117.374	13.090
Total actifs non courants		2.121.063	2.194.822	578.314
Stocks	13	123.353	116.012	82.408
Créances commerciales et autres créances d'exploitation		1.194.308	1.106.034	446.132
Autres actifs courants		108.698	100.781	74.129
Instruments dérivés courants	16	3.251	5.853	0
Actifs financiers courants		54.025	594	107
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	427.762	437.334	144.262
Total actifs courants		1.911.397	1.766.608	747.038
Total de l'actif		4.032.460	3.961.430	1.325.352
Capital		41.330	41.330	21.375
Prime d'émission		800.008	800.008	62.551
Résultats non distribués		392.585	358.124	460.306
Plans de pensions à prestations définies		(9.249)	(5.782)	(8.101)
Réserves liées aux instruments financiers		195	(351)	(17.673)
Écarts de conversion		3.683	(176)	6.154
Capitaux propres – Part du groupe CFE		1.228.552	1.193.153	524.612
Participations ne donnant pas le contrôle		8.389	8.064	(2.950)
Capitaux propres		1.236.941	1.201.217	521.662
Engagements de retraites et avantages du personnel		44.720	40.542	8.165
Provisions	14	34.420	25.655	12.249
Autres passifs non courants		81.230	92.898	33.695
Emprunts obligataires	17	299.631	199.639	100.000
Dettes financières	17	357.069	496.654	56.707
Instruments dérivés non-courants	17	15.723	16.352	10.530
Passifs d'impôts différés		92.625	99.418	13.058
Total passifs non courants		925.418	971.158	234.404
Provisions courantes	14	48.442	48.181	36.159
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	12	1.019.649	983.806	324.882
Passifs d'impôts exigibles		96.247	65.855	11.053
Dettes financières	17	323.664	346.118	11.153
Instruments dérivés courants	17	16.124	16.499	1.570
Autres passifs courants	12	365.975	328.596	184.469
Total passifs courants		1.870.101	1.789.055	569.286
Total des capitaux propres et passifs		4.032.460	3.961.430	1.325.352

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2014	Juin 2013 (*)
Activités opérationnelles			
Résultat – Part du groupe		63.573	218
Amortissements sur immobilisations (in) corporelles et immeubles de placement		107.739	7.299
Dotations nettes aux provisions		2.104	(1.022)
Réduction de valeur sur actifs courants et non courants		(322)	2.558
Ecart de change étranger non réalisés (bénéfice)/perte		(13.549)	(266)
Produits d'intérêts & d'actifs financiers		(5.648)	(1.601)
Charges d'intérêts		18.837	609
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		8.490	(452)
Perte/(bénéfice) relatifs à la cession des immobilisations corporelles		(3.873)	(70)
Charges d'impôts de l'exercice		26.956	2.267
Participations ne donnant pas le contrôle		(128)	66
Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats		(6.350)	(18.689)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement		197.829	(9.083)
Diminution/(augmentation) des créances commerciales et autres créances courantes et non courantes		(138.333)	(137.324)
Diminution/(augmentation) des stocks		(3.338)	(2.669)
Augmentation/(diminution) des dettes commerciales et des autres dettes courantes et non courantes		85.235	89.935
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		141.393	(59.141)
Intérêts payés		(19.308)	(609)
Intérêts reçus		5.648	1.601
Impôts sur le résultat payé /reçu		(11.195)	(4.251)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles		116.538	(62.400)
Activités d'investissement			
Vente d'immobilisations		6.027	853
Acquisition d'immobilisations		(51.639)	(6.190)
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	5	0	0
Diminution/(Augmentation) de capital des sociétés mises en équivalence		0	675
Cession de filiales	5	0	436
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement		(45.612)	(4.226)
Activités de financement			
Emprunts		112.779	52.849
Remboursements des dettes		(166.584)	(58.398)
Dividendes payés		(29.112)	(15.056)
Variation du pourcentage détenu dans les sociétés contrôlées		0	(2.196)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement		(82.917)	(22.801)
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie		(11.991)	(89.427)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		437.334	144.262
Effets de change		2.419	(359)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		427.762	54.476

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

Les acquisitions et ventes de filiales sous déduction de la trésorerie acquise n'incluent pas les entités qui ne constituent pas un regroupement d'entreprises (pôles promotion et gestion immobilières et PPP-concessions); celles-ci ne sont donc pas considérées comme des opérations d'investissement et sont directement reprises dans les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

ETAT RESUME CONSOLIDE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour la période se terminant le 30 juin 2014

(milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Résultats non distribués	Plans de pensions à prestations définies	Réserve liée aux instruments de couverture	Écarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Décembre 2013	41.330	800.008	358.124	(5.782)	(351)	(176)	1.193.153	8.064	1.201.217
(*)									
Résultat global de la période			63.573	(3.467)	546	3.859	64.511	(197)	64.314
Dividendes payés aux actionnaires			(29.112)				(29.112)		(29.112)
Dividendes des minoritaires								(1.474)	(1.474)
Modification de périmètre								1.996	1.996
Juin 2014	41.330	800.008	392.585	(9.249)	195	3.683	1.228.552	8.389	1.236.941

Pour la période se terminant le 30 juin 2013 (*)

(milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Résultats non distribués	Plans de pensions à prestations définies	Réserve liée aux instruments de couverture	Écarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Décembre 2012	21.375	62.551	460.306	(8.101)	(17.673)	6.154	524.612	6.227	530.839
IFRS 11 amendée								(9.177)	(9.177)
Après révision IFRS 11	21.375	62.551	460.306	(8.101)	(17.673)	6.154	524.612	(2.950)	521.662
Résultat global de la période			218	0	4.339	(1.504)	3.053	129	3.182
Dividendes payés aux actionnaires			(15.056)				(15.056)		(15.056)
Dividendes des minoritaires					(869)		(869)		(869)
Modification de périmètre								(1.759)	(1.759)
Juin 2013 (*)	21.375	62.551	445.468	(8.101)	(13.334)	3.781	511.740	(4.580)	507.160

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats tel que décrit dans la note 3.2.

CAPITAL ET RESERVES

Le capital est constitué de 25.314.482 actions ordinaires. Il s'agit d'actions sans désignation de valeur nominale. Les propriétaires d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes et ont le droit à une voix par action aux assemblées générales des actionnaires de la société.

Le 27 février 2014, un dividende de 29.112 milliers d'euros, correspondant à 1,15 euros brut par action, a été proposé par le conseil d'administration et approuvé par l'Assemblée Générale du 30 avril 2014. Ce dividende a été mis en paiement.

Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action étant donné l'absence d'actions ordinaires potentielles dilutives en circulation.

Il se calcule comme suit :

RÉSULTAT PAR ACTION AU 30 JUIN
(milliers d'euros)

	2014	2013
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	63.573	218
Résultat global (part du groupe)	64.511	3.053
Nombre d'actions ordinaires à la date de clôture	25.314.482	13.092.260
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires	25.314.482	13.092.260
 Bénéfice de base (dilué) par action en euros	2,51	0,02
Résultat global (part du groupe) par action en euros	2,55	0,23

NOTES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES ET CONSOLIDES POUR LA PERIODE CLOTUREE AU 30 JUIN 2014

1. PRINCIPES GENERAUX
2. METHODES DE CONSOLIDATION
 - 2.1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION
 - 2.2. OPÉRATIONS INTRA-GROUPE
 - 2.3. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS
 - 2.4. OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES
3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION
 - 3.1. RE COURS À DES ESTIMATIONS
 - 3.2. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES : APPLICATION DE L'IFRS10 « ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS », DE L'IFRS11 AMENDÉE « PARTENARIATS» ET DE L'IFRS 12 INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS D'AUTRES ENTITÉS.
4. INFORMATION SECTORIELLE
 - 4.1. ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DU COMPTE DE RÉSULTATS
 - 4.1.1. INFORMATION SECTORIELLE RETRAITÉE SUIVANT L'APPLICATION DES NORMES IFRS 10 ET 11
 - 4.1.2. INFORMATION SECTORIELLE PRO FORMA
 - 4.2. ÉTAT RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 - 4.3. TABLEAU RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
 - 4.4. AUTRES INFORMATIONS
 - 4.5. SECTEURS GÉOGRAPHIQUES
5. ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES
6. PRODUITS DES ACTIVITÉS ANNEXES
7. RESULTAT FINANCIER
8. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE
9. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT
10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES
11. ENTREPRISES ASSOCIEES ET PARTENARIATS
12. CONTRATS DE CONSTRUCTION
13. STOCKS
14. PROVISIONS AUTRES QU'ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES DU PERSONNEL NON COURANTS
15. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS
16. INSTRUMENTS FINANCIERS
17. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENDETTEMENT FINANCIER NET
 - 17.1. L'ENDETTEMENT FINANCIER NET
 - 17.2. ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES
 - 17.3. LIGNES DE CRÉDIT ET PRÉTS À TERME BANCAIRES
 - 17.4. CONVENANTS FINANCIERS
18. INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS
 - 18.1. RISQUE DE TAUX D'INTERETS
 - 18.2. REPARTITION PAR DEVISE DES DETTES FINANCIERES A LONG TERME
 - 18.3. VALEUR COMPTABLE ET JUSTE VALEUR PAR CATÉGORIE COMPTABLE
19. AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS
20. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS
21. LITIGES
22. PARTIES LIÉES
23. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE
24. IMPACT DES MONNAIES ÉTRANGERES
25. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
26. SAISONNALITÉ DE L'ACTIVITÉ
27. RAPPORT DU COMMISSAIRE

Préambule

Le conseil d'administration a donné son autorisation pour la publication des états financiers intermédiaires résumés et consolidés le 27 août 2014.

PRINCIPALES TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2014 ET LES SIX PREMIERS MOIS DE 2013 AVEC EFFET SUR LE PERIMETRE DU GROUPE CFE

TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2014

1. Pôle construction

Néant.

2. Pôle multitechnique

L'activité de l'Entreprise de Travaux d'Electricité et de Canalisations SA (« ETEC ») historiquement présentée au sein du pôle « multitechnique » est désormais présentée au sein du pôle « rail & routes ».

3. Pôle promotion et gestion immobilières

Le 28 février 2014, la société Projekt RK Brugmann, détenue à 50% par la société Batipont Immobilier (« BPI »), a été liquidée.

Le 5 mars 2014, la société BPI, filiale du groupe CFE, a acquis 100% des titres de la société de droit polonais Immo Wola nouvellement créée et ayant pour objet le développement de projets immobiliers en Pologne. Cette entité est intégrée selon la méthode globale.

Le 23 avril 2014, les sociétés VM Property I et VM Property II, filiales à 40% du groupe CFE, ont cédé la totalité des titres, soit 100%, qu'elles détenaient conjointement dans la société VM Office.

Le 20 juin 2014, la société Investissement Léopold, filiale à 24,14% du groupe CFE, a acquis la totalité des titres de la société Promotion Léopold. Cette entité est intégrée par mise en équivalence.

Le 27 juin 2014, la Compagnie Luxembourgeoise Immobilière (« CLI »), filiale du groupe CFE, a cédé la totalité de ses titres, soit 20%, de la Compagnie Marocaine des Energies (« CME »).

4. Pôle dragage et environnement

Au cours du 1^{er} semestre 2014, DEME a acquis :

- des parts complémentaires de la société Fasiver portant son pourcentage d'intérêts dans cette entité de 37,45% à 74,90%. Fasiver qui est désormais intégrée selon la méthode globale, et
- 100% des titres des sociétés nouvellement créées DEME Concessions Wind et DEME Concessions Infrastructure qui ont été intégrées selon la méthode globale.

Par ailleurs, la société Dalian Soil Remediation détenue à 50% par DEME, a été liquidée durant le 1^{er} semestre 2014.

5. Pôle PPP-concessions

Néant.

6. Pôle rail & routes

Au début de l'exercice 2014, la société ETEC, spécialisée dans l'éclairage public et la pose de réseaux enterrés, a rejoint le pôle « rail & routes ». Son activité est, en effet, complémentaire par rapport aux métiers des sociétés faisant partie de ce pôle et notamment de ceux d'Engema.

TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2013

1. Pôle construction

Néant.

2. Pôle multitechnique

Le 28 janvier 2013, le groupe CFE a acquis les 35% des titres de la société Elektro Van De Maele N.V. dont il n'était pas encore propriétaire. Cette société, qui a été renommée VMA WEST NV, est désormais détenue à 100%. La méthode de consolidation demeure inchangée.

Le 28 mai 2013, le groupe CFE a décidé d'exercer son option d'achat sur le solde des actions détenues dans la SA Brantegem, spécialisée en HVAC et en installations sanitaires, et d'acquérir ainsi les 35% des titres dont il n'était pas encore propriétaire. La société Brantegem est désormais détenue à 100%. La méthode de consolidation demeure inchangée.

Le 7 juin 2013, la société Prodfroid SA, spécialisée dans l'installation de conditionnement d'air et la réfrigération industrielle et commerciale, a changé sa dénomination en Procool SA.

3. Pôle promotion et gestion immobilières

Le 28 février 2013, le groupe CFE, a acquis par sa filiale CLI, et en partenariat avec d'autres promoteurs immobiliers, 33.3% de la société anonyme de droit luxembourgeois, PEF KONS INVESTMENT SA, un foncier important au Grand-Duché de Luxembourg, dans le but de développer un projet mixte de bureaux, commerces et logements (Projet Kons Gallery). Cette société est intégrée par mise en équivalence.

Le 1^{er} mars 2013, la société CFE Immo, filiale du groupe CFE, a acquis 50% des actions des sociétés Rederij Marleen BVBA et Rederij Ishtar BVBA en vue de réaliser une opération immobilière sur des terrains situés à Ostende.

Le 13 juin 2013, le groupe CFE a décidé de céder la totalité de sa participation (66%) dans sa filiale de Property et Facility management Sogesmaint-CB Richard Ellis SA à CBRE. Parallèlement, CFE reprend la participation détenue par Sogesmaint-CB Richard Ellis SA dans sa filiale grand-ducale ainsi que certains contrats de Property et Facility management en Belgique.

4. Pôle dragage et environnement

Au cours du 1^{er} semestre 2013, la coentreprise DEME a acquis par le biais de ses filiales :

- 100 % de la société nouvellement créée DEME Concessions, qui a été intégrée selon la méthode globale, et
- 35 % de la société nouvellement créée Bluepower, qui a été consolidée selon la méthode d'intégration proportionnelle

5. Pôle PPP-concessions

Néant.

6. Pôle rail & routes

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'EVALUATION

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

IFRS TELS QU'ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Les états financiers intermédiaires résumés et consolidés semestriels ont été établis et présentés de manière résumée conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire. En conséquence, les notes présentées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent être lues en relation avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2013.

Les principes comptables retenus sont les mêmes que ceux utilisés dans la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de l'adoption de l'application des nouvelles dispositions de la norme IFRS 11 Partenariats. Les impacts inhérents à l'application de celle-ci sont décrits dans la note 3.2.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLICABLES POUR LA PÉRIODE ANNUELLE OUVERTE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2014

- IFRS 10 Etats financiers consolidés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRS 11 Partenariats (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IAS 27 Etats financiers individuels (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Amendements à IAS 32 Instruments financiers : présentation – Compensation d'actifs et de passifs financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Amendements à IAS 36 Dépréciation d'actifs – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Amendements à IAS 39 Instruments financiers – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)

L'application de ces normes et interprétations n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés du groupe, à l'exception de l'application des nouvelles dispositions de la norme IFRS 11 Partenariats.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS ÉMISES MAIS PAS ENCORE APPLICABLES POUR LA PÉRIODE ANNUELLE OUVERTE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2014

Le groupe n'a pas anticipé les normes et interprétations suivantes dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2014 :

- IFRS 9 Instruments financiers et les amendements liés (non encore adoptés au niveau européen)
- IFRS 14 Comptes de report réglementaires (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016, mais non encore adoptés au niveau européen)
- IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2017, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Améliorations aux IFRS (2010-2012) (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Améliorations aux IFRS (2011-2013) (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à IFRS 11 Partenariats – Acquisition d'une participation dans une entreprise commune (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 Immobilisations corporelles et incorporelles – Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à IAS 19 Avantages au personnel – Cotisations des employés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2014, mais non encore adoptés au niveau européen)
- IFRIC 21 Taxes (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2014)

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du groupe est en cours. Le groupe ne s'attend pas à des modifications significatives résultant de l'application de ces normes.

2. METHODES DE CONSOLIDATION

2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires sont consolidées par mise en équivalence.

Evolution du périmètre de consolidation

Nombre d'entités	Juin 2014	Décembre 2013
Intégration globale	163	154
Mise en équivalence	98	103
Total	261	257

2.2. OPERATIONS INTRA-GROUPE

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les états financiers consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales; et
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

2.3. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES SOCIETES ET DES ETABLISSEMENTS ETRANGERS

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des états financiers consolidés du groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultats. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les goodwill relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

2.4. OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date de l'opération. A la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits financiers et autres charges financières au compte de résultats.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les produits dérivés de change utilisés à des fins de couverture des participations dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION

3.1. RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations, de porter des jugements et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- les durées d'amortissement des immobilisations ;
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- l'évaluation du résultat à l'avancement des contrats de construction ;
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur ;
- l'appréciation du pouvoir de contrôle ;
- la qualification, lors de l'acquisition d'une société, du caractère de l'opération en regroupement d'entreprises ou acquisition d'actifs ; et
- la qualification, lors de la mise en place d'un accord de partenariat, du caractère de l'opération en activités conjointes ou coentreprises.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.2. CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES : APPLICATION DE L'IFRS10 « ETATS FINANCIERS CONSOLIDES », DE L'IFRS11 AMENDEE « PARTENARIATS» ET DE L'IFRS 12 INFORMATIONS A FOURNIR SUR LES INTERETS DETENUS DANS D'AUTRES ENTITES.

Le groupe applique à compter du 1^{er} janvier 2014 les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 relatives au périmètre de consolidation.

La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » remplace la norme IAS 27 ainsi que l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc » pour tous les aspects relatifs au contrôle et aux procédures de consolidation selon la méthode de l'intégration globale. Elle redéfinit la notion de contrôle d'une entité sur la base de trois critères :

- le pouvoir sur l'entité ;
- l'exposition aux rendements variables de l'entité ; et
- le lien entre le pouvoir et ces rendements, soit la faculté d'exercer le pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements obtenus.

Les trois critères doivent être remplis afin de considérer que le groupe CFE contrôle une société qui dès lors est consolidée suivant la méthode de l'intégration globale.

La norme IFRS 11 « Partenariats » remplace la norme IAS 31 pour tous les aspects relatifs à la comptabilisation des entités sous contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est établi lorsque les décisions concernant les activités prépondérantes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les partenariats sont désormais classés en deux catégories (coentreprise et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties. Cette classification est généralement établie par la forme légale du véhicule juridique employé pour porter le projet, les termes contractuels des accords établis par les parties, et si pertinents, d'autres faits et circonstances.

- Une coentreprise (joint-venture) est un partenariat dans lequel les parties (coentrepreneurs) qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- Une activité conjointe (joint-opération) est un partenariat dans lequel les parties (coparticipants) ont des droits directs sur les actifs et obligations directes au titre de passifs de l'entité. Chaque coparticipant doit comptabiliser sa quote-part d'actifs, de passifs, de produits et de charges relative à ses intérêts dans l'activité conjointe. Les sociétés momentanées constituées dans le cadre des activités belges du groupe sont classées parmi les activités conjointes.

La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités » définit les informations à inscrire dans les états financiers annuels au titre des participations dans des filiales, partenariats, entités associées ou entités structurées non consolidées.

Les normes IFRS 10 et 11 étant d'application rétrospective, les états financiers comparatifs 2012-2013 ainsi que le compte de résultats résumé consolidé au 30 juin 2013 ont fait l'objet d'un retraitement ; seul l'IFRS 11 a une incidence significative sur les états consolidés du groupe CFE. Un grand nombre d'entités des pôles Promotion et Gestion Immobilières et Dragage et environnement, précédemment consolidées suivant la méthode d'intégration proportionnelle sont, à partir de cet exercice, intégrées selon la méthode de mise en équivalence.

L'état consolidé de la situation financière pour l'exercice se clôturent au 31 décembre 2013, le compte de résultats résumé consolidés, le résultat global et le tableau consolidé des flux de trésorerie ont été impactés à hauteur des montants suivants :

COMPTE DE RÉSULTATS

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Juin 2013 Publié	Incidence <i>IFRS 11</i>	Juin 2013, après révision
Chiffre d'affaires	1.082.781	(611.119)	471.662
Produits des activités annexes	39.903	(5.720)	34.183
Achats	(708.418)	345.082	(363.336)
Rémunérations et charges sociales	(205.582)	99.083	(106.499)
Autres charges opérationnelles	(125.491)	82.500	(42.991)
Dotations aux amortissements	(62.144)	54.845	(7.299)
Dépréciation des goodwill	(1.660)	0	(1.660)
Résultat opérationnel	19.389	(35.329)	(15.940)
Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats	4.031	14.658	18.689
Résultat opérationnel	23.420	(20.671)	2.749
Coûts de l'endettement financier	(10.362)	11.493	1.131
Autres charges & produits financiers	(6.187)	4.896	(1.291)
Résultat financier	(16.549)	16.389	(160)
Résultat avant impôts pour la période	6.871	(4.282)	2.589
Impôts sur le résultat	(6.873)	4.606	(2.267)
Résultat de la période	(2)	324	322
Participations ne donnant pas le contrôle	220	(324)	(104)
Résultat – Part du groupe	218	-	218
Résultat net part du groupe par action (EUR) (base et dilué)	0,02	-	0,02

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Juin 2013 Publié	Incidence <i>IFRS 11</i>	Juin 2013, après révision
Résultat – Part du groupe	218	0	218
Résultat (y compris part des participations ne donnant pas le contrôle) pour la période	(2)	324	322
Variations de juste valeur liées aux instruments de couverture	6.108	0	6.108
Ecarts de conversion	(1.703)	224	(1.479)
Impôt différés	(1.769)	0	(1.769)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net	2.636	224	2.860
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	0	0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	0	0	0
Total autres éléments du résultat global	2.636	224	2.860
Résultat global :	2.634	548	3.182
- Part du groupe	3.053	0	3.053
- Part des participations ne donnant pas le contrôle	(419)	548	129
Résultat global part du groupe par action, en moyenne pondérée des actions (EUR) (base et dilué)	0,23	-	0,23

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice clôturé au 31 décembre (milliers d'euros)	Décembre 2012 Ouverture 2013 (*)	Incidence IFRS 11	Décembre 2012, après révision	Décembre 2013 Publié	Incidence IFRS 11(**)	Décembre 2013, après révision
Immobilisations incorporelles	12.651	(6.798)	5.853	19.204	(6.231)	12.973
Goodwill	33.401	(8.083)	25.318	291.873	42	291.915
Immobilisations corporelles	980.434	(916.511)	63.923	1.753.779	(240.904)	1.512.875
Immeubles de placement	2.056	(4)	2.052	0	0	0
Entreprises associées et partenariats	18.364	386.924	405.288	39.752	93.200	132.952
Autres actifs financiers non courants	56.586	1.012	57.598	96.212	19.184	115.396
Instruments dérivés non courants	0	0	0	286	326	612
Autres actifs non courants	9.283	(4.091)	5.192	12.766	(2.041)	10.725
Actifs d'impôts différés	22.787	(9.697)	13.090	37.832	79.542	117.374
Total actifs non courants	1.135.562	(557.248)	578.314	2.251.704	(56.882)	2.194.822
Stocks	186.534	(104.126)	82.408	215.883	(99.871)	116.012
Créances commerciales et autres créances	732.466	(286.334)	446.132	1.116.915	(10.881)	1.106.034
Autres actifs courants	84.240	(10.111)	74.129	101.030	(249)	100.781
Instruments dérivés courants	0	0	0	0	5.853	5.853
Actifs financiers courants	153	(46)	107	594	0	594
Trésorerie et équivalents de trésorerie	260.602	(116.340)	144.262	474.793	(37.459)	437.334
Total actifs courants	1.263.995	(516.957)	747.038	1.909.215	(142.607)	1.766.608
Total de l'actif	2.399.557	(1.074.205)	1.325.352	4.160.919	(199.489)	3.961.430
Capital	21.375	0	21.375	41.330	0	41.330
Prime d'émission	62.551	0	62.551	800.008	0	800.008
Résultats non distribués	460.306	0	460.306	358.124	0	358.124
Plan de pension à prestations définies	(8.101)	0	(8.101)	(5.782)	0	(5.782)
Réserves liées aux instruments financiers	(17.673)	0	(17.673)	(351)	0	(351)
Écarts de conversion	6.154	0	6.154	(176)	0	(176)
Capitaux propres – Part du groupe CFE	524.612	0	524.612	1.193.153	0	1.193.153
Participations ne donnant pas le contrôle	6.227	(9.177)	(2.950)	9.935	(1.871)	8.064
Capitaux propres	530.839	(9.177)	521.662	1.203.088	(1.871)	1.201.217
Engagements de retraites et avantages du personnel	21.239	(13.074)	8.165	40.724	(182)	40.542
Provisions	10.679	1.570	12.249	10.962	14.693	25.655
Autres passifs non courants	70.745	(37.050)	33.695	53.382	39.516	92.898
Emprunts obligataires	100.000	0	100.000	199.639	0	199.639
Dettes financières	379.120	(322.413)	56.707	649.186	(152.532)	496.654
Instruments dérivés non-courants	32.853	(22.323)	10.530	38.603	(22.251)	16.352
Passifs d'impôts différés	13.789	(731)	13.058	14.775	84.643	99.418
Total passifs non courants	628.425	(394.021)	234.404	1.007.271	(36.113)	971.158
Provisions courantes	35.820	339	36.159	50.657	(2.476)	48.181
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	689.475	(364.593)	324.882	1.045.907	(62.101)	983.806
Passifs d'impôts exigibles	21.579	(10.526)	11.053	78.836	(12.981)	65.855
Dettes financières	181.474	(170.321)	11.153	407.358	(61.240)	346.118
Instruments dérivés courants	4.201	(2.631)	1.570	2.538	13.961	16.499
Autres passifs courants	307.744	(123.275)	184.469	365.264	(36.668)	328.596
Total passifs courants	1.240.293	(671.007)	569.286	1.950.560	(161.505)	1.789.055
Total des capitaux propres et passifs	2.399.557	(1.074.205)	1.325.352	4.160.919	(199.489)	3.961.430

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IAS 19 amendée, Avantages du personnel, note 2.1 rapport financier 2013.

(**) Inclut un retraitement de la ventilation des impôts différés de DEME par entité légale. L'incidence est une augmentation des postes *Actifs d'impôts différés/Passifs d'impôts différés* de 80.517 milliers d'euros.

L'incidence de l'application de la norme IFRS 11 se limite à une diminution du total du bilan de 199.489 milliers d'euros en 2013 (contre une diminution de 1.074.205 milliers d'euros en 2012), principalement de par le fait que CFE a acquis le contrôle exclusif de DEME en décembre 2013. Par conséquent, en décembre 2012, DEME est intégrée selon la méthode de mise en équivalence alors que le sous-groupe est consolidé par intégration globale en décembre 2013.

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Juin 2013 Publié	Incidence IFRS 11	Juin 2013, après révision
Activités opérationnelles			
Résultat – Part du groupe	218	0	218
Amortissements sur immobilisations (in)corporelles et immeubles de placement	62.144	(54.845)	7.299
Dotations nettes aux provisions	(2.275)	1.253	(1.022)
Réduction de valeur sur actifs courants et non courants	3.249	(691)	2.558
Ecarts de change étranger non réalisés (bénéfice)/perte	1.316	(1.582)	(266)
Produits d'intérêts & d'actifs financiers	(2.545)	944	(1.601)
Charges d'intérêts	13.029	(12.420)	609
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	649	(1.101)	(452)
Perte/(bénéfice) relatifs à la cession des immobilisations corporelles	(1.275)	1.205	(70)
Charges d'impôts de l'exercice	6.873	(4.606)	2.267
Participations ne donnant pas le contrôle	(256)	322	66
Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats	(4.031)	(14.658)	(18.689)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant les variations du fonds de roulement	77.096	(86.179)	(9.083)
Diminution/(augmentation) des créances commerciales et autres créances courantes et non courantes	(157.482)	20.158	(137.324)
Diminution/(augmentation) des stocks	(4.010)	1.341	(2.669)
Augmentation/(diminution) des dettes commerciales et des autres dettes courantes	34.062	55.873	89.935
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(50.334)	(8.807)	(59.141)
Intérêts payés	(13.029)	12.420	(609)
Intérêts reçus	2.545	(944)	1.601
Impôts sur le résultat payés /reçus	(4.309)	58	(4.251)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	(65.127)	2.727	(62.400)
Activités d'investissement			
Vente d'immobilisations	3.069	(2.216)	853
Acquisition d'immobilisations	(42.028)	35.838	(6.190)
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	0	0	0
Diminution (augmentation) de capital des sociétés mises en équivalence	(460)	1.135	675
Cession de filiale	424	12	436
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement	(38.995)	34.769	(4.226)
Activités de financement			
Emprunts	170.165	(117.316)	52.849
Remboursements des dettes	(85.332)	26.934	(58.398)
Dividendes payés	(15.056)	0	(15.056)
Transactions avec minoritaires	(2.423)	227	(2.196)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	67.354	(90.155)	(22.801)
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	(36.768)	(52.659)	(89.427)
Effets de change	260.602	(116.340)	144.262
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	(1.893)	1.534	(359)
	221.941	(167.465)	54.476

4. INFORMATION SECTORIELLE

4.1. ELEMENTS DE L'ETAT RESUME CONSOLIDE DU COMPTE DE RESULTATS

4.1.1. INFORMATION SECTORIELLE RETRAITEE SUIVANT L'APPLICATION DES NORMES IFRS 10 ET 11

Au 30 juin	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel sur activité			Résultat opérationnel (EBIT)			Résultat financier			
	2014	2013 (*)	2014	% CA	2013 (*)	% CA	2014	% CA	2013 (*)	% CA	2014	2013 (*)
Construction	427.275	337.674	6.444	1,51%	(7.168)	(2,12%)	1.728	0,40%	(7.498)	(2,22%)	(584)	(341)
Promotion et gestion Immobilières	3.912	3.700	(578)	(14,78%)	1.410	38,11%	678	17,33%	1.349	36,46%	(765)	(1.324)
Multitechnique	86.217	77.674	1.854	2,15%	(6.085)	(7,83%)	1.854	2,15%	(6.085)	(7,83%)	12	(200)
Rail-routes	51.113	44.163	2.250	4,40%	1.403	3,18%	2.250	4,40%	1.403	3,18%	(195)	(116)
PPP-Concessions	292	597	(1.202)		(556)		(1.164)		2.087		1.154	4
Dragage et environnement	1.212.300	0	90.710	7,48%	0	-	100.482	8,29%	17.241	-	(13.658)	0
<i>Retraitements DEME</i>			(354)				(354)		(804)			
Holding			(1.834)		(3.466)		(1.834)		(3.466)		1.293	1.817
<i>Eliminations entre pôles</i>	(7.634)	7.854	(496)		182		(496)		182			
Autres éléments non récurrents					(1.660)				(1.660)			
Total consolidé	1.773.475	471.662	96.794	5,46%	(15.940)	(3,38%)	103.144	5,82%	2.749	0,58%	(12.743)	(160)

Au 30 juin	Impôts		Résultat net part groupe			Eléments non cash		EBITDA				
	2014	2013 (*)	2014	% CA	2013 (*)	% CA	2014	2013 (*)	2014	% CA	2013 (*)	% CA
Construction	(1.481)	(1.035)	130	0,03%	(8.972)	(2,66%)	7.193	2.724	13.637	3,19%	(4.444)	(1,32%)
Promotion et gestion Immobilières	(3)	0	(90)	(2,30%)	17	0,46%	(290)	(398)	(868)	(22,19%)	1.012	27,35%
Multitechnique	(955)	(649)	911	1,06%	(6.934)	(8,93%)	262	2.307	2.116	2,45%	(3.778)	(4,86%)
Rail-routes	(887)	(488)	1.168	2,29%	799	1,81%	515	1.747	2.765	5,41%	3.150	7,13%
Concessions-PPP	0	0	(11)		2.091		274	0	(928)		(556)	
Dragage et environnement	(23.838)	0	62.647	5,17%	17.241		100.990	0	191.700	15,81%	0	
<i>Retraitements DEME</i>	(17)		(371)		(804)				(354)			
Holding	122	(7)	(418)		(1.654)		575	795	(1.259)		(2.671)	
<i>Eliminations entre pôles</i>	103	(88)	(393)		94				(496)		182	
Autres éléments non récurrents					(1.660)				1.660			
Total consolidé	(26.956)	(2.267)	63.573	3,58%	218	0,05%	109.519	8.835	206.313	11,63%	(7.105)	(1,51%)

EBITDA/segment = Résultat opérationnel sur l'activité + amortissements + autres éléments de non cash

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

4.1.2. INFORMATION SECTORIELLE PRO FORMA

Si l'acquisition des 50% complémentaires de DEME avait été effectuée au 1er janvier 2013, les résultats consolidés du groupe auraient été les suivants :

Au 30 juin	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel sur activité				Résultat opérationnel (EBIT)				Résultat financier	
	2014	2013 Pro forma	2014	% CA	2013 Pro forma	% CA	2014	% CA	2013 Pro forma	% CA	2014	2013 Pro forma
Construction	427.275	337.674	6.444	1,51%	(7.168)	(2,12%)	1.728	0,40%	(7.498)	(2,22%)	(584)	(341)
Promotion et gestion Immobilières	3.912	3.700	(578)	(14,78%)	1.410	38,11%	678	17,33%	1.349	36,46%	(765)	(1.324)
Multitechnique	86.217	77.674	1.854	2,15%	(6.085)	(7,83%)	1.854	2,15%	(6.085)	(7,83%)	12	(200)
Rail-routes	51.113	44.163	2.250	4,40%	1.403	3,18%	2.250	4,40%	1.403	3,18%	(195)	(116)
PPP-Concessions	292	597	(1.202)		(556)		(1.164)		2.087		1.154	4
Dragage et environnement	1.212.300	1.106.687	90.710	7,48%	103.933	9,39%	100.482	8,29%	68.476		(13.658)	(26.275)
<i>Retraitements DEME</i>			(354)		(804)		(354)		(804)			
Holding			(1.834)		(3.466)		(1.834)		(3.466)		1.293	1.817
<i>Eliminations entre pôles</i>	(7.634)	7.854	(496)		182		(496)		182			
Autres éléments non récurrents					(1.660)				(1.660)			
Total consolidé	1.773.475	1.578.349	96.794	5,46%	87.189	5,52%	103.144	5,82%	53.984	3,42%	(12.743)	(26.435)

Au 30 juin	Impôts		Résultat net part groupe				Eléments non cash		EBITDA			
	2014	2013 Pro forma	2014	% CA	2013 Pro forma	% CA	2014	2013 Pro forma	2014	% CA	2013 Pro forma	% CA
Construction	(1.481)	(1.035)	130	0,03%	(8.972)	(2,66%)	7.193	2.724	13.637	3,19%	(4.444)	(1,32%)
Promotion et gestion Immobilières	(3)	0	(90)	(2,30%)	17	0,46%	(290)	(398)	(868)	(22,19%)	1.012	27,35%
Multitechnique	(955)	(649)	911	1,06%	(6.934)	(8,93%)	262	2.307	2.116	2,45%	(3.778)	(4,86%)
Rail-routes	(887)	(488)	1.168	2,29%	799	1,81%	515	1.747	2.765	5,41%	3.150	7,13%
Concessions-PPP	0	0	(11)		2.091		274	0	(928)		(556)	
Dragage et environnement	(23.838)	(8.238)	62.647	5,17%	34.413	3,11%	100.990	95.400	191.700	15,81%	199.333	18,01%
<i>Retraitements DEME</i>	(17)		(371)		(804)				(354)		(804)	
Holding	122	(7)	(418)		(1.654)		575	795	(1.259)		(2.671)	
<i>Eliminations entre pôles</i>	103	(88)	(393)		94				(496)		182	
Autres éléments non récurrents					(1.660)			1.660				
Total consolidé	(26.956)	(10.505)	63.573	3,58%	17.390	1,10%	109.519	104.235	206.313	11,63%	191.424	12,13%

4.2. ETAT RESUME CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIERE

au 30 juin 2014 (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi-technique	Rail-routes	PPP-Concessions	Dragage et environnement	Holding et éliminations	Eliminations interpôles	Total consolidé
ACTIFS									
Goodwill	911	53	13.039	5.677	0	269.669	0	0	289.349
Immobilisations corporelles	40.968	315	4.425	10.914	0	1.392.495	9.719	10	1.458.846
Prêts non courants à des sociétés consolidées du groupe	18.446	0	0	0	0	0	80.252	(98.698)	0
Autres actifs financiers non-courants	4.545	23.252	46	859	30.076	27.664	3.060	(169)	89.333
Autres postes de l'actif non-courant	3.733	40.850	3.449	902	12.727	213.075	761.675	(752.876)	283.535
Stocks	16.443	66.407	12.699	2.332	0	25.263	209	0	123.353
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46.231	2.954	8.073	886	5	360.211	9.402	0	427.762
Position de trésorerie interne – Cash pooling – actif	70.380	3.193	13.849	6.659	0	0	138.841	(232.922)	0
Autres actifs financiers courants – sociétés du groupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres postes de l'actif courant	496.616	48.415	52.041	53.757	4.602	732.822	11.662	(39.633)	1.360.282
Total de l'actif	698.273	185.439	107.621	81.986	47.410	3.021.199	1.014.820	(1.124.288)	4.032.460
PASSIFS									
Capitaux propres	27.731	8.155	37.196	26.599	7.708	1.125.705	733.141	(729.294)	1.236.941
Emprunts non courants à des sociétés consolidées du groupe	17.752	41.948	0	0	22.500	0	16.667	(98.867)	0
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	199.672	99.959	0	299.631
Autres dettes financières non courantes	1.558	6.310	579	3.337	0	310.285	35.000	0	357.069
Autres postes de passifs non courants	47.726	29.810	607	1.165	10.775	188.076	14.129	(23.570)	268.718
Dettes financières courantes	44.651	0	186	957	0	266.673	11.197	0	323.664
Position de trésorerie interne – Cash pooling – passif	58.981	69.979	4.135	3.109	2.637	0	95.659	(234.500)	0
Autres postes de passifs courants	499.874	29.237	64.918	46.819	3.790	930.788	9.068	(38.057)	1.546.437
Total des capitaux propres et passifs	698.273	185.439	107.621	81.986	47.410	3.021.199	1.014.820	(1.124.288)	4.032.460

au 31 décembre 2013 (*) (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi-technique	Rail-routes	PPP-Concessions	Dragage et environnement	Holding et éliminations	Eliminations interpôles	Total consolidé
ACTIFS									
Goodwill	911	53	13.039	5.676	0	272.236	0	0	291.915
Immobilisations corporelles	42.665	333	6.609	9.938	0	1.445.696	7.634	0	1.512.875
Prêts non courants à des sociétés consolidées du groupe	18.608	0	0	0	0	0	96.873	(115.481)	0
Autres actifs financiers non-courants	44.969	29.652	46	882	10.181	26.524	3.142	0	115.396
Autres postes de l'actif non-courant	4.389	38.345	3.449	897	13.032	205.317	732.795	(723.588)	274.636
Stocks	13.774	61.601	8.781	2.254	0	28.956	646	0	116.012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48.534	6.279	7.798	3.891	(7)	318.000	52.839	0	437.334
Position de trésorerie interne – Cash pooling – actif	94.911	2.918	10.457	6.246	0	0	138.195	(252.727)	0
Autres actifs financiers courants – sociétés du groupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres postes de l'actif courant	392.960	49.624	66.601	47.098	1.030	667.797	21.626	(33.474)	1.213.262
Total de l'actif	661.721	188.805	116.780	76.882	24.236	2.964.526	1.053.750	(1.125.270)	3.961.430
PASSIFS									
Capitaux propres	595	10.240	27.116	27.128	6.557	1.091.245	762.083	(723.747)	1.201.217
Emprunts non courants à des sociétés consolidées du groupe	19.201	57.941	4.200	0	7.614	0	26.524	(115.480)	0
Emprunt Obligataire	0	0	0	0	0	199.639	0	0	199.639
Autres dettes financières non courantes	42.659	10.266	1.376	2.948	1	419.261	20.143	0	496.654
Autres postes de passifs non courants	40.659	9.653	823	1.202	4.104	205.475	13.018	(69)	274.865
Dettes financières courantes	1.467	0	1.161	812	0	240.381	102.297	0	346.118
Position de trésorerie interne – Cash pooling – passif	45.482	80.490	9.397	3.267	1.966	0	112.116	(252.718)	0
Autres postes de passifs courants	511.658	20.215	72.707	41.525	3.994	808.525	17.569	(33.256)	1.442.937
Total des capitaux propres et passifs	661.721	188.805	116.780	76.882	24.236	2.964.526	1.053.750	(1.125.270)	3.961.430

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats tel que décrit dans la note 3.2.

4.3. TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

au 30 juin 2014 (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi-technique	Rail-routes	PPP-Concessions	Dragage et environnement	Holding et éliminations	Total consolidé
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	13.143	(2.560)	2.213	2.493	(1.036)	183.194	382	197.829
Flux de trésorerie net provenant (utilisé dans) des activités opérationnelles	(19.167)	(1.369)	(899)	1.066	(34.180)	185.390	(14.303)	116.538
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	(1.152)	(5)	(454)	(1.085)	0	(40.401)	(2.515)	(45.612)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	18.126	(1.953)	1.843	(3.200)	34.192	(105.306)	(26.619)	(82.917)
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	(2.193)	(3.327)	490	(3.219)	12	39.683	(43.437)	(11.991)

au 30 juin 2013 (*) (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi-technique	Rail-routes	PPP-Concessions	Dragage et environnement	Holding et éliminations	Total consolidé
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	(4.772)	(877)	(3.922)	3.000	(1.047)	0	(1.465)	(9.083)
Flux de trésorerie net provenant (utilisé dans) des activités opérationnelles	(18.255)	(939)	3.851	9.348	(8.702)	0	(47.703)	(62.400)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	(2.235)	1.121	(778)	(1.683)	0	0	(651)	(4.226)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	1.867	295	(2.582)	(3.900)	8.797	0	(27.278)	(22.801)
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	(18.623)	477	491	3.765	95	0	(75.632)	(89.427)

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

Le flux de trésorerie provenant des activités de financement contient les montants de cash pooling par rapport aux autres segments. Un montant positif correspond à une consommation de liquidité dans le cash pooling. Cette rubrique est également influencée par des financements externes notamment et principalement dans le segment promotion et gestion immobilières, holding et dragage et environnement. Le segment dragage et environnement ne fait pas partie du cash pooling du groupe CFE.

4.4. AUTRES INFORMATIONS

au 30 juin 2014 (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi-technique	Rail-routes	PPP-Concessions	Dragage et environnement	Holding et éliminations	Total consolidé
Amortissements	(3.032)	(424)	(1.265)	(1.457)	0	(100.929)	(632)	(107.739)
Investissements	2.537	3.901	643	1.019	0	44.919	2.515	55.534
au 30 juin 2013 (*) (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi-technique	Rail-routes	PPP-Concessions	Dragage et environnement	Holding et éliminations	Total consolidé
Amortissements	(3.057)	(40)	(1.717)	(1.756)	0	0	(729)	(7.299)
Investissements	2.395	30	1.574	1.619	0	0	651	6.269

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

Les investissements incluent les acquisitions effectuées dans le cadre des activités d'investissement du groupe ainsi que les acquisitions réalisées par les pôles promotion et gestion immobilières et PPP-concessions dans le cadre des activités opérationnelles.

DÉCOMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU POLE CONSTRUCTION (milliers d'euros)	Juin 2014	Juin 2013 (*)
Bâtiment Benelux	275.904	222.469
Génie Civil	59.320	68.818
Bâtiment International	92.051	46.387
Total	427.275	337.674

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

4.5. SECTEURS GEOGRAPHIQUES

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE CFE AU 30 JUIN
(milliers d'euros)

	Juin 2014	Juin 2013 (*)
Belgique	560.990	358.674
Autres Europe	432.401	92.922
Moyen-Orient	68.797	36
Asie	54.562	292
Océanie	354.390	0
Afrique	218.484	19.738
Amériques	83.851	0
Total consolidé	1.773.475	471.662

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

5. ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES

ACQUISITIONS POUR LA PÉRIODE AU 30 JUIN 2014

Le 24 décembre 2013, le groupe CFE a acquis une participation complémentaire de 50% dans DEME, portant la participation de CFE dans DEME de 50% à 100%. Les actifs et passifs avaient été reconnus à la valeur comptable déterminée selon les méthodes comptables du groupe CFE, et le goodwill avait été déterminé de façon provisoire. Au 30 juin 2014, l'exercice d'évaluation des actifs à passifs identifiables à juste valeur est en cours. Les justes valeurs affectées aux actifs et passifs éventuels acquis, peuvent, en effet, être modifiées dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

CESSIONS POUR LA PÉRIODE AU 30 JUIN 2014

Néant.

Les acquisitions et cessions réalisées au niveau du pôle promotion et gestion immobilières ne sont pas des regroupements d'entreprises et par conséquent l'ensemble du prix payé est alloué aux terrains et constructions détenus en stock.

RESULTAT GLOBAL

6. PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES

Les produits des activités annexes qui s'élèvent à 31.175 milliers d'euros (juin 2013(*)) : 34.183 milliers d'euros) comprennent des plus-values sur immobilisations pour 3.917 milliers d'euros (juin 2013(*)) : 38 milliers d'euros), ainsi que des locations, autres indemnités et refacturations diverses pour 27.258 milliers d'euros (juin 2013(*)) : 34.145 milliers d'euros). Les produits des activités annexes ont diminué de près de 9% par rapport à l'année précédente.

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

7. RESULTAT FINANCIER

Au 30 juin (milliers d'euros)	2014	2013 (*)
Coût de l'endettement financier	(13.189)	1.131
Instruments dérivés - Juste valeur ajustée par le compte de résultats	212	452
Instruments dérivés utilisés comme instruments de couverture	0	0
Actifs valorisés à la juste valeur	0	0
Instruments financiers disponible à la vente	0	0
Actifs et passifs évalués aux coûts amortis - Produits sur disponibles	5.647	1.601
Actifs et passifs évalués aux coûts amortis - Charges d'intérêts	(19.048)	(922)
Autres charges et produits financiers	446	(1.291)
Gains (pertes) de change réalisés / non réalisés	4.093	101
Dividendes reçus des entreprises non consolidées	419	(9)
Réduction de valeurs sur actifs financiers	(33)	87
Autres	(4.033)	(1.470)
Résultat financier	(12.743)	(160)

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

L'augmentation du coût de l'endettement financier par rapport au 30 juin 2013 s'explique par le fait que DEME, encore détenue en contrôle conjoint par CFE au premier semestre 2013 est intégrée par mise en équivalence et ce, suite à la mise en œuvre de la norme IFRS 11 Partenariats ayant requis un retraitement des chiffres comparatifs.

L'évolution des gains (pertes) de change réalisés / non réalisés et autres au 1^{er} semestre 2014 s'explique principalement par la valorisation de l'euro par rapport à d'autres devises chez DEME.

8. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Au 30 juin 2014, la part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat de l'exercice s'élève à 128 milliers d'euros (juin 2013(*)) : (104) milliers d'euros).

9. IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôts s'élève à 26.956 milliers d'euros au premier semestre 2014, contre 2.267 milliers d'euros au premier semestre 2013 (*). Le taux effectif d'impôt est de 32,07%, contre (14,08%) au 30 juin 2013 (*). Le taux effectif d'impôt est le rapport entre la charge d'impôts de la période et le résultat avant impôts corrigé de la part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats.

Ce taux de 32,07% est le reflet du taux effectif d'impôt sur le pôle dragage qui ne contribue pas au taux de juin 2013 étant donné que l'activité est exclusivement présentée en partenariat dans le comparatif retraité. En juin 2013, le taux reflétait le fait que des pertes dégagées par certaines filiales n'ont pas donné lieu à la reconnaissance d'impôts différés actifs lorsqu'il n'est pas certain qu'un bénéfice imposable futur soit suffisant pour permettre aux filiales de récupérer leurs pertes fiscales.

SITUATION FINANCIERE

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Période du 1er janvier au 30 juin 2014 (milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et équipements	Mobilier, agencements et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	En construction	Total
Coûts d'acquisition						
Solde au terme de l'exercice précédent	128.361	2.696.064	66.378	0	1.560	2.892.363
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	255	837	(30)	0	0	1.062
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	0	0	0	0	0
Acquisitions	4.465	42.844	2.286	0	1.401	50.996
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(12.992)	655	(54)	0	(884)	(13.275)
Cessions	0	(37.855)	(2.814)	0	0	(40.669)
Changement de périmètre	548	7.957	0	0	0	8.505
Solde au terme de l'exercice	120.637	2.710.502	65.766	0	2.077	2.898.982
Amortissements et dépréciations						
Solde au terme de l'exercice précédent	(57.563)	(1.269.909)	(52.016)	0	0	(1.379.488)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(143)	(640)	(5)	0	0	(788)
Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	0	0	0	0	0	0
Amortissements	(2.908)	(97.079)	(3.162)	0	0	(103.149)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	13.015	190	71	0	0	13.276
Cessions	0	36.775	1.743	0	0	38.518
Changement de périmètre	(548)	(7.957)	0	0	0	(8.505)
Solde au terme de l'exercice	(48.147)	(1.338.620)	(53.369)	0	0	(1.440.136)
Valeur nette comptable						
Au 1^{er} janvier 2014 (*)	70.798	1.426.155	14.362	0	1.560	1.512.875
Au 30 juin 2014	72.490	1.371.882	12.397	0	2.077	1.458.846

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

Au 30 juin 2014, les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élèvent à 50.996 milliers d'euros et sont essentiellement liées à DEME (44.573 milliers d'euros).

La valeur nette des immobilisations corporelles détenues en location-financement s'élève à 20.968 milliers d'euros (2013(*) : 20.832 milliers d'euros). Ces contrats de location-financement concernent principalement le groupe DEME, le bâtiment de la filiale Louis Stevens & Co NV et les bâtiments et machines de Groep Terry et de ses filiales.

Le montant des immobilisations corporelles constituant une garantie pour certains emprunts s'élève à 411.226 milliers d'euros (décembre 2013(*) : 472.137 milliers d'euros).

Période du 1er janvier au 30 juin 2013 (*) (milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et équipements	Mobilier, agencements et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	En construction	Total
Coûts d'acquisition						
Solde au terme de l'exercice précédent	34.408	117.904	37.873	0	524	190.709
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(2)	(26)	(18)	0	0	(46)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	0	0	0	0	0
Acquisitions	228	2.970	2.428	0	235	5.861
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	841	(245)	230	0	0	826
Cessions	(10)	(2.204)	(1.436)	0	0	(3.650)
Changement de périmètre	(140)	0	(350)	0	0	(490)
Solde au terme de l'exercice	35.325	118.399	38.727	0	759	193.210
Amortissements et dépréciations						
Solde au terme de l'exercice précédent	(10.870)	(86.229)	(29.687)	0	0	(126.786)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	1	22	12	0	0	35
Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	0	0	0	0	0	0
Amortissements	(591)	(3.993)	(1.896)	0	0	(6.480)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(531)	212	(207)	0	0	(526)
Cessions	4	1.745	1.041	0	0	2.790
Changement de périmètre	59	0	284	0	0	343
Solde au terme de l'exercice	(11.928)	(88.243)	(30.453)	0	0	(130.624)
Valeur nette comptable						
Au 1^{er} janvier 2013 (*)	23.538	31.675	8.186	0	524	63.923
Au 30 juin 2013 (*)	23.397	30.156	8.274	0	759	62.586

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles s'élève à 62.586 milliers d'euros au 30 juin 2013 (contre 1.458.846 milliers d'euros en juin 2014). Cette différence s'explique par la mise en œuvre de la norme IFRS 11 Partenariats qui a pour conséquence que DEME, encore détenue en contrôle conjoint par CFE au premier semestre 2013, est consolidée par la méthode de mise en équivalence en juin 2013.

11. ENTREPRISES ASSOCIEES ET PARTENARIATS

Au 30 juin 2014, les participations dans les entreprises associées et partenariats s'élèvent à 132.479 milliers d'euros (décembre 2013 (*) : 132.952 milliers d'euros).

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

12. CONTRATS DE CONSTRUCTION

Le montant des coûts encourus augmenté des profits et diminué des pertes comptabilisées, ainsi que des facturations intermédiaires, est déterminé contrat par contrat. Le montant brut dû par les clients ou dû aux clients est déterminé contrat par contrat par différence entre ces deux postes.

Les coûts et produits des contrats de construction sont comptabilisés respectivement en charge et en produit en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement de l'activité est calculé suivant la méthode du « cost to cost ». Une perte attendue sur le contrat de construction est immédiatement comptabilisé en charge.

(milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013(*)
Données bilan		
Contrats de construction en cours, actif	158.150	94.161
Contrats de construction en cours, passif	(24.396)	(37.736)
Contrats de construction en cours, nets	133.754	56.425
Cumul des produits et charges comptabilisés sur contrats en cours		
Coûts encourus majorés des profits comptabilisés et diminués des pertes comptabilisées à ce jour	6.400.936	4.836.076
Moins factures émises	(6.267.182)	(4.779.652)
Contrats de construction en cours, nets	133.754	56.425

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

13. STOCKS

Au 30 juin 2014, les stocks s'élèvent à 123.353 milliers d'euros (décembre 2013 (*) : 116.012 milliers d'euros) et se détaillent comme suit :

(milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013(*)
Matières premières et auxiliaires	42.988	44.130
Réductions de valeur sur stock matières premières et auxiliaires	(1.450)	(1.450)
Produits finis et immeubles destinés à la vente	84.978	75.419
Réductions de valeur sur stocks de produits finis	(3.163)	(2.087)
Stocks	123.353	116.012

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

14. PROVISIONS AUTRES QU'ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES DU PERSONNEL NON COURANTS

Au 30 juin 2014, ces provisions s'élèvent à 82.862 milliers d'euros, soit une augmentation de 9.026 milliers d'euros par rapport à décembre 2013(*) (73.836 milliers d'euros).

(milliers d'euros)	Service après-vente	Autres risques courants	Provisions pour mises en équivalences négatives	Autres risques non courants	Total
Solde au terme de l'exercice précédent (*)	17.223	30.958	15.368	10.287	73.836
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(31)	(3)	0	0	(34)
Effets d'actualisation	0	0	0	0	0
Transferts d'une rubrique à une autre	(109)	48	6.213	62	6.214
Provisions constituées	1.337	7.368	0	(5.833)	2.872
Provisions utilisées	(599)	(7.525)	0	6.121	(2.003)
Provisions reprises non utilisées	0	(225)	0	2.202	1.977
Solde au terme de l'exercice	17.821	30.621	21.581	12.839	82.862
dont courant : 48.442					
non courant : 34.420					

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

La provision pour service après-vente augmente de 598 milliers d'euros pour atteindre 17.821 milliers d'euros au 30 juin 2014.

Les provisions pour autres risques courants diminuent de 337 milliers d'euros et s'élèvent à 30.621 milliers d'euros au 30 juin 2014. Celles-ci comprennent :

- les provisions pour litiges clients (5.963 milliers d'euros), pour litiges sociaux (887 milliers d'euros), pour travaux restant à exécuter (202 milliers d'euros) ainsi que les provisions pour autres risques (9.050 milliers d'euros). Etant donné que les négociations avec les clients sont encore en cours, nous ne pouvons pas donner plus d'information sur les hypothèses prises, ni sur le moment du décaissement probable;
- les provisions pour pertes à terminaison (14.519 milliers) sont comptabilisées lorsque les avantages économiques attendus de certains contrats sont moins élevés que les coûts inévitables liés au respect des obligations de ceux-ci. L'utilisation des pertes à terminaison est liée à l'exécution des contrats y relatifs.

Les provisions pour autres risques non courants, dont le montant s'élève à 12.839 milliers d'euros au 30 juin 2014, comprennent notamment les provisions pour restructurations.

Lorsque la part du groupe CFE dans les pertes des sociétés mises en équivalence excède la valeur comptable de la participation, cette dernière est ramenée à zéro. Les pertes au-delà de ce montant ne sont pas comptabilisées, à l'exception du montant des engagements du groupe CFE envers ses sociétés mises en équivalence. Le montant de ces engagements est comptabilisé parmi les provisions non courantes, le groupe estimant avoir une obligation de soutenir ces sociétés et leurs projets.

15. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Suivant les informations disponibles, nous ne connaissons pas d'actifs ou passif éventuels entre la date de clôture et la date où les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le groupe CFE utilise des instruments financiers dérivés principalement afin de réduire les risques liés aux fluctuations défavorables des taux d'intérêts, les risques de taux de change, des prix des matières premières et d'autres risques de marché. La société ne détient ni émet d'instruments financiers à des fins de transaction. Cependant, les dérivés qui ne sont pas qualifiés comme instruments de couverture sont présentés en tant qu'instruments détenus à des fins de transactions.

Au 30 juin 2014, les instruments financiers dérivés ont été estimés à leur juste valeur.

17. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

17.1. L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(milliers d'euros)	Non courant	30/06/2014 Courant	Total	Non courant	31/12/2013 (*) Courant	Total
Emprunts bancaires et autres dettes financières	(306.518)	(221.292)	(527.810)	(448.776)	(240.822)	(689.598)
Emprunt obligataire	(299.631)	0	(299.631)	(199.639)	0	(199.639)
Tirages sur lignes de crédit	(35.000)	0	(35.000)	(30.000)	0	(30.000)
Emprunts liés aux locations - financements	(15.551)	(3.418)	(18.969)	(17.878)	(4.006)	(21.884)
Total de l'endettement financier long terme	(656.700)	(224.710)	(881.410)	(696.293)	(244.828)	(941.121)
Dettes financières à court terme	0	(98.954)	(98.954)	0	(101.290)	(101.290)
Equivalents de trésorerie	0	49.453	49.453	0	24.789	24.789
Trésorerie	0	378.309	378.309	0	412.545	412.545
Total de l'endettement financier net à court terme (ou disponibilités)	0	328.808	328.808	0	336.044	336.044
Total de l'endettement financier net	(656.700)	104.098	(552.602)	(696.293)	91.216	(605.077)
Instruments dérivés de couverture de taux	(15.723)	(9.852)	(25.248)	(16.352)	(10.599)	(26.951)

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

17.2. ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES

(milliers d'euros)	Echéant dans l'année	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans	Total 30 juin 2014
Emprunts bancaires et autres dettes financières	(221.292)	(138.020)	(79.158)	(85.491)	(3.849)	0	(527.810)
Emprunt obligataire	0	0	0	(299.631)	0	0	(299.631)
Tirages sur lignes de crédit	0	(35.000)	0	0	0	0	(35.000)
Emprunts liés aux locations - financements	(3.418)	(3.598)	(2.926)	(5.074)	(3.916)	(37)	(18.969)
Total de l'endettement financier long terme	(224.710)	(176.618)	(82.084)	(390.196)	(7.765)	(37)	(881.410)
Dettes financières à court terme	(98.954)	0	0	0	0	0	(98.954)
Equivalents de trésorerie	49.453	0	0	0	0	0	49.453
Trésorerie	378.309	0	0	0	0	0	378.309
Total de l'endettement financier net à court terme	328.808	0	0	0	0	0	328.808
Total de l'endettement financier net	104.098	(176.618)	(82.084)	(390.196)	(7.765)	(37)	(552.602)

17.3. LIGNES DE CREDIT ET PRETS A TERME BANCAIRES

Le groupe CFE dispose au 30 juin 2014 de lignes de crédit bancaire à long terme confirmées de 100 millions d'euros dont 35 millions d'euros utilisés au 30 juin 2014.

Le 21 juin 2012, CFE avait procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 100 millions d'euros remboursable le 21 juin 2018 et générant un intérêt de 4,75%. Le 14 février 2013, DEME a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 200 millions d'euros (à 100%) remboursable le 14 février 2019 et générant un intérêt de 4,145%.

Les emprunts bancaires et autres dettes financières concernent principalement DEME ou des crédits de projets immobiliers et sont sans recours contre CFE.

17.4. CONVENANTS FINANCIERS

Les crédits bilatéraux sont soumis à des convenants spécifiques qui tiennent compte entre autres de l'endettement financier et de la relation entre celui-ci et les capitaux propres ou les actifs immobilisés, ainsi que du cash-flow généré. Ces convenants sont intégralement respectés.

18. INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS

18.1. RISQUE DE TAUX D'INTERETS

La politique et les procédures de gestion des risques définies par le groupe sont identiques à celles décrites dans le rapport annuel 2013.

Taux moyen effectif avant prise en compte des produits dérivés

Type de dettes	Taux fixe			Taux variable			Total		
	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux
Emprunts bancaires et autres dettes financières	56.605	15,80%	1,56%	471.205	90,07%	0,75%	527.810	59,88%	0,83%
Emprunt obligataire	299.631	83,64%	4,35%	0	0,00%	0,00%	299.631	33,99%	4,35%
Tirages sur lignes de crédit	0	0,00%	0,00%	35.000	6,69%	1,54%	35.000	3,97%	1,54%
Emprunts liés aux locations-financements	2.021	0,56%	4,94%	16.948	3,24%	1,82%	18.969	2,15%	2,15%
Total	358.257	100%	3,91%	523.153	100%	0,83%	881.410	100%	2,08%

Taux moyen effectif après prise en compte des couvertures de gestion

Type de dettes	Taux fixe			Taux variable			Taux variable capé + inflation			Total		
	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux
Emprunts bancaires et autres dettes financières	508.524	62,77%	2,37%	19.286	27,07%	1,08%	0	0	0,00%	527.810	59,88%	2,32%
Emprunt obligataire	299.631	36,98%	4,35%	0	0,00%	0,00%	0	0	0,00%	299.631	33,99%	4,35%
Tirages sur lignes de crédit	0	0,00%	0,00%	35.000	49,13%	1,82%	0	0	0,00%	35.000	3,98%	1,54%
Emprunts liés aux locations-financements	2.021	0,24%	4,94%	16.948	23,79%	1,82%	0	0	0,00%	18.969	2,15%	2,15%
Total	810.176	100%	3,07%	71.234	100%	1,57%	0	0	0,00%	881.410	100%	2,98%

18.2. REPARTITION PAR DEVISE DES DETTES FINANCIERES A LONG TERME

Les encours de dettes par devises sont :

(milliers d'euros)	Juin 2014	Décembre 2013 (*)
Euro	881.410	941.121
Dollar américain	0	0
Autres devises	0	0
Total des dettes à long terme	881.410	941.121

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

18.3. VALEUR COMPTABLE ET JUSTE VALEUR PAR CATEGORIE COMPTABLE

30 juin 2014 (milliers d'euros)	Instruments financiers non qualifiés de couverture	Instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture	Instruments disponibles à la vente	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable	Mesure de la juste valeur des actifs financiers par niveau	Juste valeur de la classe
Actifs financiers non courants	63	2.999	86.334	89.396	89.396		
Titres de participation (1)		2.999		2.999	Niveau 2	2.999	
Prêts et créances financiers (1)			86.334	86.334	Niveau 2	86.334	
Dérivés de taux – couverture de flux de trésorerie	63			63	Niveau 2	63	
Actifs financiers courants	540		1.675.555	1.676.095			1.676.095
Dérivés de taux – non qualifiés de couverture							
Créances commerciales et autres créances d'exploitation			1.194.308	1.194.308	Niveau 2	1.194.308	
Actifs financiers de gestion de trésorerie	540		53.485	54.025	Niveau 2	54.025	
Équivalents de trésorerie (2)			49.453	49.453	Niveau 2	49.453	
Disponibilités (2)			378.309	378.309	Niveau 2	378.309	
Actif total	603	2.999	1.761.889	1.765.491			1.765.491
Dettes financières non courantes	15.723		656.700	672.423			704.877
Emprunt obligataire			299.631	299.631	Niveau 1	315.703	
Dettes financières			357.069	357.069	Niveau 2	373.451	
Dérivés de taux – couverture de flux de trésorerie	15.723			15.723	Niveau 2	15.723	
Passifs financiers courants	16.124		1.343.313	1.359.437			1.367.353
Dérivés de taux – couverture de flux de trésorerie prévisionnels hautement probables	2.987			2.987	Niveau 2	2.987	
Dérivés de taux – couverture de flux de trésorerie	9.165			9.165	Niveau 2	9.165	
Dérivés de change – non qualifiés de couverture	3.285			3.285	Niveau 2	3.285	
Autres instruments dérivés – non qualifiés de couverture	687			687	Niveau 2	687	
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation			1.019.649	1.019.649	Niveau 2	1.019.649	
Dettes financières			323.664	323.664	Niveau 2	331.580	
Passif total	16.124	15.723	2.000.013	2.031.860			2.072.230

La juste valeur des instruments financiers peut être hiérarchisée selon 3 niveaux (1 à 3) correspondant chacun à un degré d'observabilité de la juste valeur:

- Les évaluations de la juste valeur de niveau 1 sont celles qui sont établies d'après des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Les évaluations de la juste valeur de niveau 2 sont celles qui sont établies d'après des données autres que les prix cotés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées des prix);
- Les évaluations de la juste valeur de niveau 3 sont celles qui sont établies d'après des techniques d'évaluation qui comprennent des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

La juste valeur des instruments financiers a été déterminée selon les méthodes suivantes :

- Pour les instruments financiers à court terme, tels que les créances et dettes commerciales, la juste valeur est considérée comme n'étant pas significativement différente de la valeur comptable en fonction du coût amorti ;
- Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est considérée comme n'étant pas significativement différente de la valeur comptable en fonction du coût amorti ;
- Pour les instruments financiers dérivés de taux, de change ou de flux de trésorerie prévisionnels, la juste valeur est déterminée sur base de modèles actualisant les flux futurs déterminés sur base des courbes de taux d'intérêts futurs, ou des taux de change ou autres prix à terme (forward) ;

- Pour les autres instruments financiers dérivés, la juste valeur est déterminée sur base d'un modèle d'actualisation de flux futurs estimés ;
- Pour les obligations cotées émises par CFE et DEME, la juste valeur est déterminée sur base de la cotation à la date de clôture.

19. AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Le total des engagements donnés autres que des sûretés réelles pour le groupe CFE pour l'exercice se clôturant au 30 juin 2014 s'élève à 1.223.807 milliers d'euros (2013 (*) : 1.166.686 milliers d'euros) et se décompose par nature comme suit :

(milliers d'euros)	Juin 2014	Décembre 2013 (*)
Bonne exécution et performance bonds (a)	858.078	821.118
Soumissions (b)	42.180	30.977
Restitution d'acomptes (c)	14.103	17.453
Retenues de garanties (d)	59.508	58.132
Paiement à terme des sous-traitants et fournisseurs (e)	33.979	29.596
Autres engagements donnés - dont 53.428 milliers d'euros de garanties corporate chez DEME	215.959	209.410
Total	1.223.807	1.166.686

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariat. Retraitements décrits dans la note 3.2.

- a) Garanties données dans le cadre de la réalisation des marchés de travaux. En cas de défaillance du constructeur, la banque (ou la compagnie d'assurance) s'engage à indemniser le client à hauteur de la garantie.
- b) Garanties données dans le cadre d'appels d'offres relatifs aux marchés de travaux.
- c) Garanties délivrées par la banque à un client garantissant la restitution des avances sur contrats (principalement chez DEME).
- d) Garanties délivrées par la banque à un client se substituant à la retenue de garantie.
- e) Garantie du paiement de la dette envers un fournisseur ou un sous-traitant.

20. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS

(milliers d'euros)	Juin 2014	Décembre 2013 (*)
Bonne exécution et performance bonds	46.855	37.186
Autres engagements reçus	3.439	11.837
Total	50.294	49.023

21. LITIGES

Le groupe CFE connaît un nombre de litiges que l'on peut qualifier de normal pour le secteur de la construction. Dans la plupart des cas, le groupe CFE cherche à conclure une convention transactionnelle avec la partie adverse, ce qui réduit substantiellement le nombre de procédures. Le groupe CFE essaie de récupérer des créances auprès des clients. Il est néanmoins impossible de faire une estimation de ce potentiel d'actifs.

22. PARTIES LIEES

- Ackermans & van Haaren (AvH) détient 15.289.521 actions de CFE à fin juin, étant par conséquent l'actionnaire principal de CFE, à hauteur de 60,40% ;
- Les transactions avec les parties liées concernent essentiellement les opérations avec les sociétés dans lesquelles CFE exerce une influence notable ou détient un contrôle conjoint. Ces transactions sont effectuées sur une base de prix de marché ;
- Au premier semestre 2014, il n'y a pas eu de variations significatives dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2013. Les transactions commerciales ou transactions de financement entre le groupe et des entreprises associées et partenariats, intégrées suivant la méthode de mise en équivalence se présentent comme suit :

(milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013 (*)
Actifs vers les parties liées		
Actifs financiers non courants	289.005	292.167
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	84.785 204.220	70.338 221.829
Passifs vers les parties liées		
Autres passifs non courants	54.375	44.146
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	3.000 51.375	3.052 41.094
(milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013 (*)
Charges & produits envers les parties liées		
Chiffre d'affaires & produits des activités annexes	76.668	90.428
Achats & autres charges opérationnelles	74.522 (1.874)	88.969 (12.232)
Charges & produits financiers	2.146	1.459

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application des IFRS 10 Etats financiers consolidés et IFRS 11 Partenariats. Retraitements décrits dans la note 3.2.

23. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

24. IMPACT DES MONNAIES ETRANGERES

Les activités du groupe CFE à l'international pour les pôles construction, promotion et gestion immobilières et multitechnique se réalisent principalement dans la zone euro. En conséquence, l'exposition de ces pôles au risque de change est très limitée ainsi que l'impact sur les états financiers. Par contre, le pôle dragage et environnement réalise une grande part de ses activités à l'international. Ces activités sont majoritairement effectuées en US Dollar ou en devises qui y sont étroitement liées. DEME pratique des couvertures de taux.

25. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les travaux de recherche et développement de CFE sont relatifs aux études menées dans le cadre des contrats DBFM (Design, Build, Finance, Maintenance). DEME, pour sa part, effectue des recherches afin d'accélérer l'efficience de sa flotte. Elle mène également en partenariat avec les universités et la région flamande des études afin de développer la production d'énergie durable en milieu marin.

26. SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

L'activité de construction est saisonnière et influencée par les conditions climatiques hivernales.

Le niveau du chiffre d'affaires et celui des résultats du premier semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice. La saisonnalité de l'activité se traduit par une consommation de la trésorerie d'exploitation au cours du premier semestre.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les états financiers semestriels du groupe.

Les produits et charges des activités que le groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté intermédiaire.

27. RAPPORT DU COMMISSAIRE

Au conseil d'administration

Dans le cadre de notre mandat de commissaire, nous vous faisons rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée. Cette information financière intermédiaire consolidée comprend la situation financière consolidée résumée clôturée le 30 juin 2014, le compte de résultats consolidé résumé, l'état consolidé résumé du résultat global, l'état consolidé résumé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie pour le semestre clôturé à cette date, ainsi que les notes sélectives 1 à 26.

Rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée

Nous avons effectué l'examen limité de l'information financière intermédiaire consolidée de Compagnie d'Entreprises CFE SA (la «société») et ses filiales (conjointement le «groupe»), préparée conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 – *Information financière intermédiaire* telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Le total de l'actif mentionné dans la situation financière consolidée résumée s'élève à 4.032.460 (000) EUR et le bénéfice consolidé (part du groupe) de la période s'élève à 63.573 (000) EUR.

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire consolidée conformément à IAS 34 – *Information financière intermédiaire* telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire consolidée sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale ISRE 2410 – *Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité*. Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables, et dans la mise en oeuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing) et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur l'information financière intermédiaire consolidée.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'information financière intermédiaire consolidée de Compagnie d'Entreprises CFE SA n'est pas établie, à tous les égards importants, conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Diegem, le 28 août 2014

Le commissaire

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par Pierre-Hugues Bonnefoy